



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE
Tél : 03.86.60.71.46

Arrêté N° 58-2021-07-09-00004

**portant mise en demeure à la société DE.VA.EL,
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant, au titre des ICPE,
sa plate-forme technique de traitement de déchets dangereux
et déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières »
sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 6 novembre 2017 autorisant la société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, à exploiter une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de Saint-Éloi (Nièvre) ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 juillet 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 avril 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 27 avril 2021 à l'exploitant, en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant par courriel du 20 mai 2021 et lors de la réunion en Préfecture de la Nièvre du 21 mai 2021 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.1.3.1 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

« L'exploitant est tenu de faire procéder à un audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés par sa société sur les parcelles des terrains cadastrés 208, 209 [...], ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse

le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569. Cet audit est réalisé préalablement à la mise en exploitation » ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.6.1 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations [...] est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.[...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.1.4 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

« L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité des limites de propriété du site classé au titre des ICPE, par un dispositif formant obstacle à l'intrusion de personnes suffisamment résistant, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.3.1 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.2.2 de l'arrêté du 6 novembre 2017, susvisé, prescrit :

« L'exploitant procède deux fois par an, en période pluvieuse (d'octobre à juin), à des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales issues de son site. Les paramètres contrôlés sont ceux définis aux articles 4.3.12 et 4.3.14 précédents.

Les analyses sont assurées suivant les normes en vigueur. [...] » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 24 février 2021, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que :

- le site n'est pas clôturé sur la totalité des limites de propriété,
- le rapport de l'audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés sur les parcelles des terrains cadastrées 208, 209, ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569 n'a pas été transmis,
- le contrôle des eaux superficielles n'a été réalisé ni à la période ni selon la fréquence prescrites,
- des fûts et bidons (certains d'entre eux étant pleins) sont stockés à même le sol, sans rétention, au niveau du compost (fûts bleus contenant du fluide pour moteur) et au sein d'un local de maintenance en vis-à-vis des bureaux : bidons et fûts – fluide non identifié ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1.1.3.1, 1.6.1, 7.1.4, 7.3.1 et 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société DE.VA.EL de respecter les prescriptions des articles 1.1.3.1, 1.6.1, 7.1.4, 7.3.1 et 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai d' 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 1.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en transmettant à l'Inspection des installations classées le rapport de l'audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés sur les parcelles des terrains cadastrées 208, 209, ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569 ;
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en déposant un dossier de porter à connaissance concernant l'exploitation d'une station de transit de produit minéraux et en cessant cette activité dans l'attente d'une régularisation ;
- **dans un délai d' 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en clôturant le site, sur la totalité des limites de propriété du site classé au titre des ICPE, par un dispositif formant obstacle à l'intrusion de personnes, suffisamment résistant, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres ;
- **dans un délai d' 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en mettant tous les récipients de stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sur une rétention adaptée, avec un volume suffisant tel qu'indiqué à l'article 7.3.1 ;
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en faisant réaliser le contrôle des eaux superficielles. Ce contrôle a lieu en période pluvieuse (d'octobre à juin), via des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales issues de son site. Les paramètres contrôlés sont ceux définis aux articles 4.3.12 et 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé. Les analyses sont assurées suivant les normes en vigueur.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DE.VA.EL.

Article 4 – Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la Préfecture de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent,
- par la voie du recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Exécution et copies

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de SAINT-ÉLOI,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

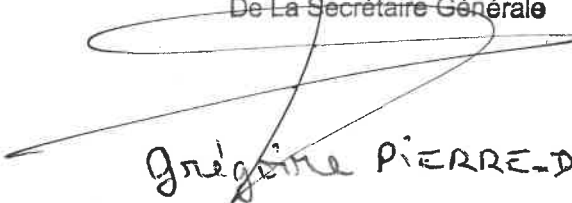
Fait à Nevers, le **9 JUL. 2021**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Sous-Préfet chargé de la suppléance

De La Secrétaire Générale



Grégoire PIERRE-DESSAUX